



L'Europe et le nouveau président des Etats-Unis

Par [Karl Müller](#)

Mondialisation.ca, 04 décembre 2016

[Horizons et Débats No 27, 28 novembre 2016](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

On apprend peu de choses, par les médias traditionnels européens, sur ce que les citoyennes et citoyens pensent du nouveau président des Etats-Unis. Depuis qu'on connaît les résultats de l'élection (du président et d'une grande partie du Congrès) se sont surtout les politiciens, certaines «élites» et «intellectuels» ainsi que les journalistes qui s'expriment. Mais on apprend par les médias, qui publient des avis de lecteurs concernant leurs articles, que tout le monde n'est pas de l'avis du «mainstream».

Voici deux exemples pris du journal «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 10 novembre. A propos du résultat de l'élection, un lecteur s'est exprimé de la manière suivante sur les nombreuses analyses de politiciens et de journalistes:

«Ce sont les stupides qui l'ont élu, voilà un des résultats de ses analyses. Mais peut-être que cela exprime également le sentiment d'un grand nombre de citoyens observant les mensonges et les tentatives des médias et des politiciens de les mettre sous tutelle. Car ceux-ci ne se préoccupent que du politiquement correct et en rien de ce que pense le peuple.»

Un autre lecteur s'exprime ainsi:

«Il semble que ce soit profondément ancré dans les gènes des Allemands de se sentir supérieurs aux autres, en se prenant pour les maîtres du monde ou en jouant les champions de la bien-pensance. Les Etats-Unis ont voté, que cela plaise ou non, nous devons l'accepter. De même que le nouveau président a encore beaucoup à apprendre, les politiciens allemands et européens vont devoir s'habituer à la nouvelle administration. Ce n'est pas un bon départ que de vouloir être impertinent comme l'est par exemple le président du parti socialiste, avec l'arrogance souvent rencontrée chez certains représentants de la gauche et des Verts, ou bien d'entendre Mme Merkel donner des leçons sur les valeurs communes.»

Plus de retenue diplomatique

Le comportement des hommes politiques et des médias dans le contexte des relations internationales a fortement changé au cours des 25 dernières années. Ce qu'on considérait comme les bases du droit international et des habitudes diplomatiques correspondant à la Charte des Nations Unies – notamment la retenue verbale lors de commentaires officiels concernant les affaires intérieures d'un autre Etat souverain (dont font certainement partie les élections) – ne compte plus pour une grande partie des «élites» européennes. Il y a certes des raisons de politique extérieure, mais dans le cas du nouveau président des Etats-Unis encore davantage des raisons intérieures au pays. Des gros titres, tel celui de la «Neue

Zürcher Zeitung» des 12/13 novembre, «Trump est partout», donnent un aperçu de la situation. Les «élites» ou l'«Establishment», qui mènent encore la barque, veulent à tout prix maintenir leur position dominante mais se voient – avec de bonnes raisons – remis en cause par un nombre grandissant de citoyennes et citoyens.

Le mot à la mode «populiste» pourrait sortir du roman «1984» de George Orwell

Ce mot à la mode ne possède aucune définition claire. Tout comme Donald Trump passe pour un «populiste», on qualifie également toute une série de personnalités en Europe par ce terme. Parfois, selon la «Neue Zürcher Zeitung» du 10 novembre, on parle aussi de «démagogues» (du grec demagogos), du fait que les électeurs d'Athènes, pendant la guerre du Péloponnèse, se laissèrent convaincre par des orateurs habiles de se lancer dans des guerres aux résultats catastrophiques.

En observant la situation actuelle, on ne peut qu'être méfiant envers l'utilisation de ces notions. Car ce ne sont pas les «populistes» actuels qui appellent à la guerre, la préparent et la font. Il s'agit bien de l'«Establishment» – et il faut malheureusement constater que ces «élites», se nommant aussi «communauté de valeurs occidentale», ont conduit notre planète dans une impasse catastrophique tant au niveau politique et économique qu'au niveau social et culturel.

A quels critères se fier?

Qu'on nous permette une question: les personnes mesurant les «élites» actuelles selon les critères du droit naturel, des droits humains ou du droit international sont-elles toutes des «populistes», voire des «démagogues»? Ou bien ne serait-ce pas plutôt que cet «Establishment» a perdu tout sens pour les valeurs cardinales que sont la justice, la modération, la sagesse et la bravoure, pour ne penser et n'agir plus qu'en tant que «hasardeurs»? Un hasardeur est «une personne prenant des risques incalculables et remettant sa sécurité davantage à un destin bienveillant qu'à ses propres réflexions et ses connaissances. Toute appréciation objective des menaces et des conséquences de ses actes est mise de côté. Ainsi il joue non seulement avec sa propre vie, mais également avec celle des autres et aussi avec leurs biens.»

Il est grand temps de réfléchir au cadre de la politique européenne

Le succès électoral de Donald Trump doit nous inciter à la réflexion sérieuse, non pas à la polémique contre la personne élue et ses électeurs. Il faut examiner la façon dont les Etats européens veulent définir leur politique future, à quel ordre économique et financier ils aspirent et comment envisager la vie culturelle: bref, comment organiser à l'avenir notre vivre-ensemble.

Une telle réflexion devrait au moins englober les aspects suivants:

- comment revenir dans les relations internationales aux fondements du droit international, violés notamment par les pays membres de l'OTAN dans les guerres menées en violation du droit international contre la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie. La paix entre les peuples et les Etats doit redevenir la priorité absolue. Il faut bannir la guerre. La diabolisation incessante de la politique russe et la propagande menée contre ce pays n'ont plus de raison d'être dans un monde se trouvant devant l'urgente nécessité d'établir une coopération d'égal à égal entre Etats souverains;
- comment établir un ordre économique et financier servant au bien-être des économies nationales et de l'économie mondiale, permettant de sortir de ces

inégalités sociales insupportables tant au sein des Etats que dans le monde entier. Il va de soi qu'il faut remettre en question les idéologies du «libre-échange» et de la «mondialisation». La propriété et les transactions financières doivent servir au bien des populations;

- comment renforcer la démocratie afin de donner la possibilité aux citoyennes et citoyens de décider sur les questions politiques de leurs pays respectifs, dans la mesure où ils le souhaitent;
- comment apporter le soutien nécessaire aux familles leur permettant de mener à bien l'éducation et le vivre-ensemble pour qu'elles restent ou redeviennent les cellules de base où peuvent germer une société et un ordre étatique humain, équitable, libéral et démocratique;
- comment permettre à nos écoles et Hautes Ecoles de former des jeunes gens à la pensée scientifique, chrétienne-humaniste et sociale pour qu'ils puissent former l'avenir de nos sociétés et de nos Etats avec détermination et assurance.

Une Europe indépendante - mais pas à la traîne des Etats-Unis

Après les élections américaines, divers politiciens européens ont estimé que l'Europe devait redevenir plus indépendante. Mais pour eux c'était le côté obscur de la politique américaine qui devrait être transféré à l'Europe, comme par exemple un réarmement massif et des revendications hégémoniques. Ce sont avant tout des représentants du gouvernement allemand qui se lancent dans de telles réflexions, cherchant à en cacher le caractère négatif en prétendant vouloir assumer davantage de «responsabilité» dans le monde. Mais l'Europe n'a rien à faire de telles réflexions. Il y a quelques années déjà, peu après l'entrée en fonction d'Angela Merkel, il s'est avéré que des cercles occidentaux puissants et intéressés, prévoyant le déclin de l'empire américain, cherchaient de nouveaux Etats et de nouveaux politiciens pouvant reprendre le flambeau de la politique de puissance étatsunienne - en pensant avant tout à l'Allemagne. On peut considérer que la récente visite du président sortant Obama à Berlin fait partie de ces planifications subreptices.

Il est souhaitable que l'Europe s'affranchisse des Etats-Unis, mais seulement là où cela est nécessaire. Ni contre les Etats-Unis, ni contre quelque autre peuple ou Etat, mais pour le bien de ses populations et de celui de l'ensemble du monde. •

Karl Müller

Nomination de Michael Flynn au poste de conseiller de Sécurité nationale par Donald Trump

De nombreux médias ont communiqué le 18 novembre 2016 la nomination du général Michael Flynn, ancien chef du service de renseignement militaire américain DIA au poste de conseiller de la Sécurité nationale du futur gouvernement américain par Donald Trump. Le général Flynn avait été licencié par le président Obama après deux ans de mandat (2012-2014). Dans les médias traditionnels allemands la nomination de Michael Flynn est fortement critiquée.

Le 16 novembre 2016, Willy Wimmer, par contre, a écrit au sujet de Michael Flynn: «Il y a exactement un an, je me suis retrouvé à une table du président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, à Moscou dans le «Nouveau Manège» avec le général américain Flynn, qui venait d'être mis à la retraite.

Un dîner festif était annoncé. Peu avant, l'ancien général Flynn avait révélé dans les médias mondiaux qui était le réel créateur de l'EI/Daesh et avait ainsi impitoyablement exposé Washington.»

Dans le nouveau livre de Daniele Ganser «Illegale Kriege. Wie die Nato-Länder die UNO sabotieren. Eine Chronik von Kuba bis Syrien» [Guerres illégales. Comment les pays de l'OTAN sabotent l'ONU. Une chronique de Cuba à la Syrie.], on peut lire dans les pages 297/298 un extrait d'un document de la DIA:

«Le contenu du document secret vous laisse sans voix», tel fut le commentaire de Jürgen Todenhöfer, lors de la divulgation du document du DIA en 2015. Depuis, il est évident que les pays de l'OTAN coopèrent avec les djihadistes pour renverser Assad. Il faut lire deux fois le passage pertinent, avant de pouvoir y croire: «Les salafistes, les Frères musulmans et Al-Qaïda en Irak (AQI) (ainsi appelait-on le futur Etat islamique) sont les forces principales dirigeant la révolte en Syrie», dit le document sans détour [...]. «Un lauréat du prix Nobel comme parrain du terrorisme! L'Occident aux côtés du terrorisme international! Un promoteur du terrorisme international en connaissance de la cause!» critiqua Todenhöfer. Mais les médias soumis à l'OTAN firent disparaître le document dans les troubles de la guerre. [...]

Le chef du service de renseignement militaire américain DIA, le général Michael Flynn, a confirmé l'authenticité de ce rapport envers le journaliste Mehdi Hasan. «Oui, j'ai vu ce document du DIA d'août 2012», dit Flynn. Le journaliste Mehdi Hasan lui a donc demandé pourquoi les Etats-Unis collaboraient avec des djihadistes radicaux. «C'était une décision intentionnelle du gouvernement», répondit Flynn. «Vous devez vraiment demander au président américain ce qu'il fait, parce que c'est absolument déroutant.» Par cette déclaration le général Flynn a vraiment frappé dans le mille.»

Et dans le paragraphe suivant Daniele Ganser ajoute: «Le général Michael Flynn et d'autres officiers de haut niveau aux Etats-Unis ne veulent pas qu'Assad soit remplacé par des fondamentalistes. Ils considèrent comme erroné le soutien des pays de l'OTAN aux groupes islamiques radicaux tels Daesh et al-Nusra. «Si le public américain pouvait prendre connaissance des informations extrêmement sensibles de nos services de renseignements sur lesquels nous travaillons quotidiennement, il deviendrait fou», a déclaré Flynn au journaliste d'investigation Seymour Hersh. «Nous connaissions la stratégie à long terme et la planification opérationnelle de l'Etat islamique et nous discutons aussi le fait que la Turquie détournait sciemment le regard quand l'Etat islamique devint toujours plus fort en Syrie.» Cependant, les rapports du DIA ont rencontré une «forte résistance» auprès de l'administration Obama. «J'avais l'impression qu'on ne voulait pas entendre la vérité», a expliqué Flynn qui dut démissionner. Le colonel Patrick Lang, ayant travaillé pendant dix ans pour le DIA, expliqua que Flynn «avait attiré la colère de la Maison Blanche parce qu'il voulait absolument dire la vérité concernant la Syrie ... Il refusa de se taire.»»

(Traduction Horizons et débats)

Libérer les Etats-Unis de leur propre impérialisme

«Plutôt que de réfléchir à la manière dont nous pourrions tirer avantage de l'administration Trump, nous devrions nous demander comment nous pouvons l'aider à réussir à libérer son pays de son propre impérialisme, à mettre fin au monde unipolaire [...]; comment nous pouvons substituer la coopération à l'affrontement. [...]

Nous devons nous appuyer sur le général Michael T. Flynn qui, quoique démocrate, fut le principal conseiller en politique étrangère et de défense durant sa campagne. Commandant du Renseignement militaire, de la

Conférence de Genève 1 à la conquête de l'Irak par Daesh, il n'a cessé de combattre le président Obama, la secrétaire d'Etat Clinton, les généraux David Petraeus et John Allen, et Jeffrey Feltman à propos de l'usage des djihadistes et du terrorisme pour maintenir l'impérialisme états-unien.»

Source: Thierry Meyssan sur Réseau Voltaire du 15/11/16

La source originale de cet article est [Horizons et Débats No 27, 28 novembre 2016](#)

Copyright © [Karl Müller](#), [Horizons et Débats No 27, 28 novembre 2016](#), 2016

Articles Par : [Karl Müller](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca